

NOTES et glanures

ART ET ARCHEOLOGIE.

ANDERSON, W., *Les châteaux du Moyen Age*, Fernand Nathan, Paris, 1972.

Publié dans la collection « Témoins du Passé », il s'agit de la traduction par Denise Meunier d'un ouvrage dont la publication originale, en 1970, sous le titre de *Castels of Europe* est due aux éditions Paul Elek à Londres.

L'ouvrage comprend 28 plans et cartes, près de 400 photos dont 40 en quadrichromie. Deux cartes permettent un repérage fort aisé des édifices étudiés ou évoqués. Des schémas, plans, coupes, textes, récits et anecdotes d'architectes ou de chroniqueurs complètent l'information.

L'auteur a étudié le phénomène « châteaux forts » pendant une période fort longue, du IX^e au XVI^e siècle. A travers cet édifice-type, il aborde l'étude du passé de l'Europe occidentale dans sa totalité et non plus en fonction de chaque pays. Le château fort remplit de multiples fonctions: **une fonction militaire** (point de départ des actions offensives) certes, mais aussi une fonction **politique, économique et sociale**. Etudiant ces édifices, dont le nombre est impressionnant en France et dans le reste de l'Europe, l'auteur rejoint un sujet plus vaste puisqu'il débouche sur l'évolution de la société européenne du moyen âge.

La construction du château représente un investissement énorme, mais son édification est une preuve de succès et de réussite. Aux XI^e et XII^e siècles, le château occupe une place centrale dans la société du nord et du centre de la France ainsi qu'en Flandre. Il assure le contrôle des moyens de production. En Angleterre, la construction des édifices se fait au profit du roi et non des nobles. En Allemagne, les châteaux sont édifiés pour s'opposer aux envahisseurs et assurer l'implantation des populations lors des défrichements et de la mise en valeur des terres nouvelles. Il reste un centre de résidence, choisi pour ses défenses naturelles pendant la période d'anarchie persistante. Aux XII^e et XIII^e s. le château, devient résidence et centre administratif.

La possession d'un château est en principe l'apanage des rois et des princes.

Au cours des âges, la technique se modifie. Aux XII^e et XIII^e s. on note des modifications importantes. La pierre remplace presque partout le bois qui reste utilisé pour les hourdages. Leurs modèles seront copiés en Italie et en Europe centrale.

Aux XIV^e et XV^e siècles, c'est la fin de la suprématie du château fort comme arme militaire et comme type de résidence pour les classes dirigeantes et ce, à cause de la disparition de l'autonomie féodale et du professionnalisme des mercenaires et des grands capitaines. De nouveaux impôts sont levés pour assurer l'entretien de ces mercenaires, ce qui explique l'importance grandissante des banquiers. Au XVI^e siècle, l'édifice remplit encore de nombreuses fonctions pour certains groupes sociaux : il est résidence, il est forteresse ou... à l'abandon et en ruines.

Analyser l'importance du château fort dans la civilisation médiévale requiert aussi la recherche des origines de ce type de fortification.

L'auteur retrace son évolution dans le lointain passé : bas-relief du palais d'Assourbanipal II à Nimroud représentant le siège d'une ville, castra romains, fortifications byzantines, mottes médiévales, etc. L'étude technique de ces édifices s'intègre dans l'évocation des événements qui les ont vus naître : Reconquête pour l'Espagne, Croisades pour la Terre Sainte, règne de Frédéric II pour les édifices des Pouilles en Italie du Sud, etc.

Il existe des milliers de châteaux en Europe. L'auteur a donc été contraint à un choix. Un grand nombre de ces bâtiments sont présentés par la photographie. Celles-ci, d'une qualité exceptionnelle, sont dues à l'architecte-photographe Wim Swaan.

Cet ouvrage remarquable ne manquera pas de retenir l'attention de tous ceux qui souhaitent acquérir ou donner une vue à la fois complète et particulière du moyen âge européen. P.B.

PONSICH, M., *Recherches archéologiques à Tanger et dans sa région*, CNRS, Paris, 1970.

D'après la légende, la ville serait née de la lutte entre Hercule et Antée. L'archéologie se révèle indispensable à la connaissance de cette fondation. Mais les recherches présentent de grosses difficultés puis-



que la ville moderne recouvre la cité antique. Force a donc été de se rabattre sur l'étude des environs. L'ouvrage présente le fruit de huit années de prospection des environs de Tanger. Le résultat est connu par les illustrations de l'ouvrage : 98 figures et 123 planches. L'étude s'étend sur une période fort longue, depuis l'époque paléolithique jusqu'aux IV^e et V^e siècles de notre ère.

Du paléolithique, on note les traces d'un habitat le long de la côte atlantique. A l'époque néolithique, les habitants de la région ne pénètrent que sporadiquement dans l'intérieur et y laissent d'ailleurs la trace de pistes qui sont à l'origine de l'élaboration du premier réseau routier.

Les fouilles des nécropoles et des tombes révèlent l'implantation d'une population vers l'intérieur du pays, donc vers le nord du Maroc et de la région de Tanger et ce, vers l'âge du bronze. Vers le VII^e siècle avant J.-C., lors de la création de Lixus, les Phéniciens semblent s'être installés dans cette zone ; mais jusqu'à présent, rien n'autorise l'affirmation d'une présence phénicienne à Tanger. Par contre, les Carthaginois pénètrent très certainement dans la région, vers les VI^e et V^e siècles. Tanger serait, donc, une fondation carthaginoise si l'on se réfère au texte du périple d'Hannon, corroboré par les trouvailles archéologiques.

C'est sous Juba II que Tanger connaîtra une grande richesse due à l'industrialisation et au commerce puisque la ville devient le port principal de la région. Après la guerre civile, qui suivit la mort de Ptolémée, fils de Juba, la Maurétanie Tingitane et Tanger seront annexées par Rome qui essaiera de les exploiter au maximum (industries de l'huile, des salaisons et du *garum*). La région s'intègre à l'empire et suit désormais les avatars de celui-ci.

Au III^e siècle, les menaces se précisent, et Dioclétien installe autour de cette région une zone de défense. Tanger, ville tête de pont de l'Europe en Afrique, garde une originalité propre. Son importance résulte de l'interaction entre la campagne et la ville. Tanger sera l'exemple administratif qui assurera l'ordre et la sécurité à la campagne. Elle servira aussi de port principal aux richesses des environs. Tanger fait aussi figure de ville originale puisqu'elle est à la fois méditerranéenne et occidentale, africaine et européenne. Tanger semble être

la clé d'innombrables questions et problèmes qui se posent à propos du passé du Maroc et de cette région du monde.

P.B.

Les éditions DUCULOT assurent la publication d'une série de volumes intitulés WALLONIE, ART et HISTOIRE, Gembloux, 1973.

L'histoire de l'art de la Wallonie se révèle peu à peu au public par l'intermédiaire de petits volumes fort intéressants publiés sous l'égide du CACEF (Centre d'Action culturelle de la Communauté d'expression française).

Madame TONDREAU présente quelques manuscrit des abbayes de Bonne-Espérance et de Saint-Ghislain dans *l'Enluminure romane en Hainaut*. Ann CHEVALIER analyse la *Chasse de Saint-Hadelin à Visé* et tente de mieux connaître la vie de ce saint personnage à travers les épisodes qui illustrent la chasse. Huy-sur-Meuse possède un fort intéressant musée d'art artisanal, d'art religieux et de folklore, situé dans l'ancien couvent des Frères mineurs. Qui mieux que son conservateur, René FURNEMONT, pouvait rédiger ce volume qui présente les richesses du musée et en constitue aussi un bon guide.

Jacques HENDRICK présente la *Peinture liégeoise au XVII^e siècle*. On n'y trouve guère l'influence de Rubens ni de l'Ecole d'Anvers, mais celle de la France et de l'art italien et notamment de Caravage.

Charles SERRESSIA s'est penché sur le *dernier sculpteur des princes-évêques de Liège, Guillaume Evrard*.

Son style se dégage de l'emphase baroque et a un aspect plus personnel que celui de ses contemporains.

Ces cinq petits ouvrages sont composés suivant le schéma de la collection. Le sujet est présenté en une soixantaine de pages et illustré de 16 reproductions les plus caractéristiques (en noir et blanc et en couleur). Une bibliographie exhaustive permet des recherches supplémentaires. Ces ouvrages sont destinés à rendre de grands services, car il n'est pas toujours aisé de trouver des renseignements sur les artistes des provinces wallonnes. Peu à peu, l'art de ces provinces se révèle et fait connaître à la fois ses faiblesses, mais aussi son originalité, sa diversité et ses richesses.

P.B.

MOUVEMENTS SOCIAUX.

GAVI P., SARTRE J.-P., VICTOR P. *On a raison de se révolter, la France sauva-*
ge, Paris, Gallimard, 1974, 375 p.

J. P. Sartre, philosophe et écrivain, 68 ans, P. Victor, 28 ans, dirigeant Mao, P. Gavi, journaliste à « Libération » discutent au hasard des jours entre novembre 1972 et mars 1974 : les O.S. en grève à Renault, Lip, le Chili, Soljenitsyne, les élections, etc.

L'un explique son évolution, l'autre se pose des questions sur les moyens d'action, et l'autre encore sur ses rapports avec le parti communiste.

Ce livre s'adresse aux lecteurs qui eux aussi s'interrogent, qui se remettent en question. Livre engagé, mais combien utile et intéressant. A lire et à penser.

J.D.

SIQUEIROS, D.-A., *L'Art et la révolution*,
Ed. sociales, Paris, 1973, 315 p.

Cette collection « ouvertures » dirigée par F. Cohen a pour but de rendre accessible au public de langue française des ouvrages marxistes importants en provenance du monde entier.

Déjà en Belgique, R. Somville nous avait fait connaître ce muraliste mexicain, révolutionnaire, plusieurs fois emprisonné.

Le livre commence par un message envoyé de la prison préventive de Mexico aux délégués de la XIV^e assemblée de l'Association internationale des critiques d'art, en juillet 1962. Viennent ensuite une synthèse du cours historique de la peinture mexicaine moderne, des déclarations sociales, politiques, esthétiques.

Une idée : « faire de bonnes reproductions d'œuvre d'art, impeccables et bon marché, car l'art est hors de la portée des masses ».

Pour terminer ce choix de textes, R. Tibol a choisi une adresse aux jeunes peintres qui est à la fois une leçon d'esthétisme et d'éthique révolutionnaires.

Un livre à parcourir, à repenser, à relire et à relire encore.

J.D.

FEJTO, Fr., *Dictionnaire des partis communistes et des mouvements révolutionnaires*, Tournai, Casterman, 1971.

Une introduction consacrée à une analyse de la *Crise de l'internationalisme marxiste* permet à l'auteur de montrer les difficultés rencontrées par le communisme quant au maintien de son unité. La polémique idéologique entre la Chine et l'U.R.S.S. et l'affaire tchécoslovaque y sont brièvement analysées. Est-ce le reflet d'une crise de notre civilisation où tout est mis en question ?

Traçant le *profil* de chaque parti tel qu'il se présentait cent ans après la naissance de Lénine, l'auteur a groupé les P.C., les fractions et mouvements se réclamant du communisme et du marxisme léninisme en deux rubriques distinctes :

- les P.C. au pouvoir ;
- les P.C. dans les pays non communistes.

Une classification par continent et, à l'intérieur de ceux-ci par pays, facilite la consultation de l'ouvrage.

L'auteur parvient ainsi à dresser une véritable carte géographique des P.C.

Pour chaque parti — y compris les partis ou groupes parallèles dissidents maoïstes ou castristes — le lecteur trouvera de nombreux renseignements : citons par exemple : un bref *curriculum vitae*, le rôle du parti dans la vie politique du pays, sa position électorale, le ou les journaux qu'il publie...

Une bibliographie bien fournie permettra de multiples recherches complémentaires.

Véritable instrument de travail et de référence, cet ouvrage rendra de grands services non seulement à nos élèves du dernier degré, mais aussi à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire politique du XX^e siècle.

L.D.K.

BROUE, P., *Documents pour l'histoire de l'Internationale communiste - Textes intégraux*, E.D.I., Paris, 1974, 307 p.

Fondée en mars 1919, l'I.C. a été dissoute en mai 1943. Elle était morte en 1933...

Le rôle important qu'elle a joué dans l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire est mal connu.

L'étude des congrès et leur publication entreprise par l'E.D.I. satisferont ceux qui exigent de savoir. P. Broué publie ici les textes du 1^{er} congrès de mars 1919, et voudrait tenter ainsi de réunir des preuves des crimes de Staline et de ses erreurs au point de vue de l'Internationale et de la lutte contre le fascisme.

J.D.

Lénine et la pratique révolutionnaire, CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES MARXISTES, Ed. sociales, 1974, 606 p.

Il s'agit des textes des conférences et des interventions au colloque d'Orsay, en 1971, de militants, mais qui met en relief le développement du matérialisme dans le cadre d'une recherche collective.

Ce colloque a analysé : la crise du capitalisme, les débuts de la révolution scientifique dans ce qui est encore une société de classes. La théorie de la science marxiste de l'histoire, les rapports entre la philosophie marxiste et les sciences de la nature, contribution importante à l'histoire contemporaine pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire, à la politique, à la philosophie, aux sciences, qu'ils soient marxistes ou non.

Mais avant tout une admirable contribution à l'action des militants communistes.

J.D.

MIGRATIONS.

HAMBIE, Louis, **Gengis-Khan**, Paris, P.U.F. « Que sais-je ? », 1973.

Descendant des rois des Mongols, peuple du Haut-Amour, Tämüdjin perdit jeune son père empoisonné par les Tatars. Sa mère, enlevée par son père à un premier mari, lui valut l'hostilité des Märkit. Réduit par l'abandon des Tayitchicut à chasser la marmotte dans la steppe, il connut une enfance misérable et rude avec sa mère et ses frères. Son autorité familiale se manifesta brutalement par l'exécution de son demi-frère qui l'avait nargué. Son rayonnement personnel lui attire des féaux avec qui, dès son adolescence, il s'impose parmi les clans et tribus féodaux nomadisant aux confins de l'Amour et de l'énisséi.

Né en 1167, les trente premières années de sa vie ne sont que longues luttes où

les règles de la chevalerie se mêlent aux meurtres, aux félonies, aux serments, aux alliances matrimoniales plus ou moins forcées. Ainsi se définissent les cadres d'un Etat féodal basé sur le prestige personnel du **Tchinggssqahan** (« Empereur océanique ») reconnu comme tel par l'assemblée de toutes les tribus mongoles réduites en vassalité, redouté des Tatars pourchassés, des Naïmans et des autres soumis à son pouvoir par la crainte ou l'admiration et amalgamés à ses fidèles. Soulignons ici le caractère relatif des sources qui font état d'exterminations de peuples qui l'année d'après reprennent la lutte !

Organisateur éclairé, tacticien émérite, négociateur astucieux soucieux de mettre le droit, « son droit », de son côté, législateur éminent, animé d'une curiosité insatiable, Tämüdjin, entouré de ses **turqa'ut** ou gardes de jour, règne en chef féodal de classe.

Ce livre difficile à lire est à la fois décevant et exaltant par le déroulement de l'épopée d'un homme exceptionnel et de son peuple, décevant par l'absence de données sur l'organisation et les cultures représentées dans cet empire étendu vers l'Est jusque sur la Chine du Nord et vers l'Ouest jusqu'aux steppes de la Russie où l'Asie remporte en 1222 la victoire de la Kalka contre les Slaves. Mort d'une chute de cheval en 1227 lors d'une campagne en Chine, sa fin est marquée par de grands massacres expiatoires.

R.V.S.

HAMBIS, Louis, **Attila et les Huns**, coll. « Que sais-je ? », Paris, P.U.F., 1972.

Contrairement à une opinion trop répandue, les Huns sont très différents des Hiong-Nou. Ce dernier nom, selon les savants chinois désigne simplement les populations nomades d'origine variable hantant les confins occidentaux du bassin du Fleuve Jaune. Parmi eux, des éléments de la migration pontique originaire des steppes de la mer Noire. Le terme désignait ainsi les Cimmériens dont parlent les textes antiques. Certains traits de civilisation attribués aux Huns appartiennent en réalité aux Sarmates installés à l'est de l'Aral (arc composite, déformation crânienne).

L'origine des Huns pourrait être trouvée dans une peuplade turque de l'Altaï, les Houen des Chinois, à moins qu'elle ne

s'explique par le terme mongol *gü'ün* = homme. Les vestiges anthropologiques révèlent des squelettes identiques aux caractères décrits par Amien Marcellin et Sidoine Apollinaire.

Au terme d'un itinéraire de cinq siècles, cette peuplade passe de la Mongolie aux steppes d'Europe centrale. Pliny les signale en 75 de notre ère, le gros du contingent est fixé dans l'Oural. La lenteur du mouvement justifie l'emprunt de caractères propres aux peuplades rencontrées et assimilées les Sarmates notamment, les Ougriens, voire les Alains, également peuples de la steppe. L'avance des Huns dans le territoire des Goths se marque par des destructions systématiques et la coexistence dans les cimetières de tombes à inhumation et à incinération. Débordant le Caucase, des Huns sont signalés aux IV^e et V^e siècles en Moyen-Orient. Vers la même époque, ils entrent au service du Maître des Milices impériales. Vers 406, les Huns s'installent dans la plaine du Moyen-Danube, provoquant un grand remuement parmi les peuplades germaniques. Ils poussent des incursions tantôt contre l'Empire d'Orient, tantôt contre celui d'Occident qui se défendent en payant des tributs ou en enrôlant des mercenaires huns. Aetius manœuvre adroitement pour défendre l'Empire, affaiblis par la Bagaude. Il pousse notamment les Huns contre les Burgondes (épopée des *Nibelungen*), puis il utilise ceux-ci et les autres barbares, Francs, Visigoths contre Attila dont les exigences financières ne peuvent plus être honorées.

On sait que les Huns subirent un revers à Moirey (*Campus Mauriacus*), on sait moins qu'ils avaient été vaincus devant Orléans peu auparavant. Ils quittèrent une Gaule belge profondément éprouvée et traumatisée, laissant une renommée amplifiée par la tradition. Stratège habile, Attila se lance contre l'Italie dégarnie de troupes. Affaibli par le climat et la maladie, il traite avec l'évêque Léon. Il meurt peu après. La révolte des peuples sujets acheva de disperser les Huns. Deux groupes se constituent les Koutrigours et les Outrigours dont les exploits se fondent avec ceux de peuples nouveaux venus, les Sibirs et les Avars. Le V^e siècle voit leur fin tant en Europe qu'en Asie occidentale. Élémentaire, rudimentaire même, leur civilisation ne laisse pratiquement aucune trace.

R.V.S.

ALLEMAGNE.

GUILLEN Pierre, *L'Allemagne de 1848 à nos jours*, coll. « FAC », Paris, Nathan, 1970.

Un ouvrage sobre, bien documenté, mais comme il se doit pour un manuel de seconde main, muni de graphiques, de données statistiques claires, ainsi se présente cet ouvrage destiné à l'enseignement supérieur français

Il fournit de manière relativement équilibrée, mais avec un avantage pour l'aspect politique, une vision complète de l'évolution sociale, économique, politique de l'Allemagne contemporaine. D'une lecture aisée malgré un texte dense, cet ouvrage rendra de grands services au lecteur pressé, désireux de toucher à l'essentiel.

R.V.S.

RASSOW, Peter, *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, trad. de l'allemand, dans coll. « Histoire des Nations européennes », t. I, *des origines à 1871*, Berlin, Horvath, 1969.

Connaître l'histoire d'un pays est la condition nécessaire pour comprendre ce pays. Il est exact, comme le constate Jules Romain dans la lettre-préface qu'il donne à cet ouvrage que l'histoire d'Allemagne est très mal connue des gens de chez nous, moins peut-être en Belgique qu'en France, car notre pays a été du Saint-Empire pendant près de mille ans.

Cet ouvrage, en rassemblant la collaboration d'éminents historiens universitaires allemands auxquels s'ajoutent les noms de quelques français, vise un but de vulgarisation. Son texte dense se réfère principalement aux événements politiques. On peut le regretter alors que de plus en plus les aspects sociaux et économiques sont à l'ordre du jour. On comprendra toutefois cette option quand on saisira la grande complexité de la vie politique allemande de cette longue période dont les auteurs s'emploient ici à démêler l'écheveau. L'iconographie, jointe en abondance, est intéressante, mais elle sacrifie au goût des historiens allemands pour l'interprétation romantique. Une bonne partie des clichés sera dès lors écartée. Quelques cartes sont groupées à la fin du volume.

La langue est le seul point commun d'un ensemble de peuples dont les traits ethniques et la morphologie somatique sont variés bien plus qu'il n'apparaît à travers les mythes cultivés à partir du XIX^e siècle pour exalter la naissance d'une nation et d'un Reich.

R.V.S.

BOUVARD, G. et PELLENQ, P., **L'enseignement en République démocratique allemande**, coll. « Socialisme », Paris, Editions sociales, 1973.

Au lendemain de la Libération, l'Allemagne de l'Est fut confrontée avec le problème du renouvellement d'un corps enseignant dont 80 % des maîtres avaient appartenu au parti nazi. Les traditions scolaires étaient par ailleurs profondément imprégnées de l'esprit des junkers prussiens : un enseignement de base pour les masses, un enseignement du second degré constitué à part pour une élite, un enseignement d'Etat mais demeuré confessionnel. Comme dans les autres domaines de la vie allemande démocratique, l'effort fut ici impressionnant. Dès 1946, 40 000 enseignants sont en quelque sorte improvisés avec les risques afférents, mais la volonté d'une réforme profonde et progressive. Les années 1958, 1959, 1965 marquent les points forts de la mutation. Elles voient la généralisation de l'école polytechnique avec stage à la production et celle de l'école de dix ans. En 1972, la scolarisation jusqu'à l'âge de 16 ans au niveau d'un enseignement du 2^e degré est accomplie. La totalité des adolescents quitte l'école avec un métier à l'issue d'un cycle de formation professionnelle de deux ou de trois ans.

Le premier immeuble moderne érigé dans Berlin rasée par la défaite fut la Maison des Enseignants. Chaque école est devenue un foyer culturel ouvert à tous les citoyens. Le schéma général d'organisation n'est pas éloigné de celui de notre enseignement rénové. Après l'école de dix ans divisée en Niveau inférieur (3 ans), Niveau moyen (3 ans), Niveau supérieur (4 ans), trois voies s'offrent vers le professionnel (2 ans), vers le professionnel additionné au baccalauréat (3 ans), vers l'enseignement général élargi (2 ans) débouchant sur les Ecoles supérieures et l'Université. Tout un système de passerelles, de classes spécialisées, de cours par correspondance permet à tout instant de compléter la formation de base où l'histoire occupe avec

l'instruction civique une place sérieuse (2 h/s + 1 h/s). Cela sans réduire la place ni de la physique, ni de la géographie, ni de la biologie, ni de la chimie. Le but est de pourvoir chacun d'une bonne formation générale, base de toute spécialisation ultérieure. Il faut former des hommes complets non des « crétins sportifs » dans un bon esprit de camaraderie et d'équipe. J'ai pu apprécier personnellement les qualités et les défauts (provisoires ?) du système. Le principal m'est apparu comme l'absence de formation critique due davantage aux circonstances qu'à une intention délibérée. On peut s'interroger, mais il est certain que les cadres enseignants les plus jeunes sont d'une bien meilleure qualité que les anciens recrutés dans les circonstances susdites. Les professeurs des classe 5 à 12 sont recrutés après 4 années d'enseignement supérieur axé sur la formation pédagogique pratique. La formation continue est organisée grâce à des programmes de perfectionnement auxquels chacun peut s'inscrire à concurrence de 100 heures pour quatre ans. Les conditions matérielles sont telles que la désertion de la profession s'est arrêtée. Planification, information, orientation, assistance, socialisation ! Une école nouvelle

R.V.S.

FEST, J. Hitler, 2 Tomes - T I. Jeunesse et conquête du pouvoir. T. II. Le Führer. Paris, Gallimard, 1973.

Ce très gros livre qui se lit facilement fascine et étonne. Il est évident que l'auteur, historien allemand, a tenté une synthèse, mais il est évident aussi que cette synthèse laisse percevoir une certaine admiration pour Hitler.

Est-ce bien le moment de laisser paraître cette admiration, ne va-t-elle pas éveiller une certaine nostalgie ?

Il n'est pas possible de « résumer » un tel ouvrage, tout au plus peut-on tirer quelques conclusions avec l'auteur :

Hitler serait le point de rencontre de multiples émotions, angoisses et intérêts. Il y avait un gigantesque potentiel d'agression désordonnée d'égoïsme, mais il fallait une personnalité autoritaire pour l'éveiller. Il élargit incroyablement l'expérience humaine ...

Dans son image du monde, l'Europe jouait finalement le même rôle que le germanisme dans la conscience de ses jeunes années... Il représente un phénomène ambivalent. Il a réalisé son intuition d'être le destructeur du marxisme ?

« Il est manifestement exact que la majorité des Allemands n'ont rien su de ce qui se pratiquait dans les camps de concentration et... cela parce que cela faisait partie de cette sphère politique qui leur était étrangère ou indifférente ... »

« En Allemagne, comme ailleurs les tentatives fascistes ont cependant survécu... Le fascisme risque toujours d'adopter une nouvelle figuration... »

« Hitler était une force, sa vie semble être le déploiement exceptionnel d'une énorme énergie. »

« Les effets furent grands. la peur qu'elle répandit, immense, mais en dehors de ces éléments, il reste peu de souvenirs... »

Nous préférons ne pas donner de jugement sur ce livre important en espérant qu'il soit lu, pensé et repensé.

J.D.

ESPAGNE.

H. HAUSER, **La prépondérance espagnole 1559-1660**, Introduction de P. Chaunu, 3^e édition.

Collection « Rééditions », Paris-La Haye, Mouton et Maison des Sciences de l'Homme, 1973.

Dans une très longue introduction, Pierre Chaunu explique la longue démarche de l'auteur handicapé par les « contraintes externes que la collection lui imposait ».

L'ouvrage de H. Hauser se divise en 4 livres ; le premier est consacré à l'hégémonie espagnole (1559-1576), alors seule grande puissance européenne, le second livre nous relate la fin de la puissance espagnole (1575-1603), le troisième livre nous entraîne dans la crise européenne et la formation de la puissance française (1603-1660) ; l'Espagne n'est plus une grande

puissance et devient même le jouet de la France.

Le quatrième livre nous donne un excellent aperçu des transformations économiques, sociales, politiques, philosophiques, littéraires et artistiques en Europe du XVI^e au XVII^e siècle.

Cet ouvrage est vaste, une mine inépuisable de renseignements non seulement pour l'Europe, mais également pour les autres continents.

Nous ne pouvons que conseiller aux professeurs de consulter cet ouvrage, ils y trouveront une vaste érudition et une bibliographie imposante.

Un regret cependant : cet ouvrage ne comporte ni carte ni iconographie.

M. M.-V.

CLEMESSY, Nelly, **L'Espagne de la Restauration (1874-1902)**, dans **Bordas Etudes**, n° 206, études hispaniques, Paris, éd. Bordas, 1973.

Fondé sur les principaux travaux consacrés à ce jour à la question, cet ouvrage fournit une synthèse pratique des points de vue les plus autorisés. Les notes bibliographiques offrent un éventail très large, et les repères chronologiques aident à jalonner le déroulement d'événements mal connus chez nous. Nous y voyons, après la révolution de 1868 contre Isabelle II, l'avènement d'Amédée I^{er} confronté avec la poussée de la 1^{re} Internationale, la proclamation de la Première république espagnole tandis que se perpétuent les exploits des carlistes et que se dégrade la situation de l'Empire colonial. Le pronunciamiento de décembre 1874 met fin à la révolution dont seule la bourgeoisie tire finalement parti tandis que s'installe Alphonse XII et la contre-révolution conservatrice, d'où le titre de cet opuscule où l'on trouvera en annexe une série de documents d'époque en langue espagnole. L'économie et ses problèmes, les contrecoups politiques, économiques et sociaux de la chute de l'emprise coloniale, les préoccupations spirituelles et la vie culturelle du temps retiennent l'attention de l'auteur dominée cependant par les intrusions politiques.

R.V.S.

FRANCE.

BOURGEOIN, Jean-Louis, Les Colbert avant Colbert, P.U.F., Paris, 1973.

Ainsi donc il faut renoncer à la légende et faire sortir Jean-Baptiste Colbert de l'échoppe de draps au **Long Vestu** à Reims pour aller vers son glorieux destin de ministre de Louis XIV. Sa réussite, pour spectaculaire qu'elle soit, n'en est pas moins considérée comme normale si pas logique.

L'auteur a reconstitué la généalogie de la famille Colbert ainsi que la biographie de chacun de ses membres depuis les premières traces retrouvées au début du XV^e siècle. Vers 1400, les ancêtres semblent être des **laboureurs** des environs de Reims. A la fin du XV^e siècle, on distingue deux groupes : l'un de « laboureurs » et l'autre de « maçons ». Les descendants de la deuxième branche accèdent tous à un rang équivalent et toute la famille contribue à l'ascension de tous. Vers la fin du XV^e siècle, les « maçons » font commerce de mercerie, c'est-à-dire à l'époque, de n'importe quel genre de marchandises. Un mercier est un marchand non spécialisé. Il vend des denrées naturelles et des produits manufacturés. Cependant, les Colbert s'intitulent « marchands » et non marchands merciers. Il faut comprendre qu'il s'agit dès lors de merciers en gros, familiers des milieux de change, de banque et de vente en gros de marchandises étrangères.

La progression sociale s'affirme pendant tout le XVI^e siècle.

Dans la première moitié du XVII^e siècle, Nicolas Colbert, sieur de Vandières, père de Jean-Baptiste, quitte Reims pour aller tenter sa chance à Paris. Il a en mains des atouts importants : sa connaissance des affaires d'argent et son appartenance au milieu des marchands merciers.

L'intérêt de l'ouvrage ne réside pas seulement dans les aspects de la montée sociale des Colbert. L'auteur tente de voir et d'analyser le dynamisme des familles marchandes, le rôle du fils aîné qui est marchand, celui des milieux de la banque italo-lyonnaise et de leurs relations avec la régente Marie de Médicis.

C'est donc tout le problème de la mobilité sociale qui est évoqué dans cette étude du passage de la « mercerie » à la « noblesse » à travers un cas extrême de réussite

sociale. La généalogie comprise ainsi prend toute sa valeur de science auxiliaire de l'histoire.

P.B.

RANUM, Orest, Les Parisiens du XVII^e siècle, trad. de l'américain, dans coll. « Prisme », Paris, Colin, 1973.

Un livre de lecture agréable, richement informé sur les aspects de la vie de tous les jours dans le Paris des XVI^e, XVII^e, voire XVIII^e siècles, n'est pas chose courante. Il est plus extraordinaire encore s'il est dû à un auteur étranger. La France consentirait-elle à s'apercevoir qu'il n'y a pas que les Français à connaître son histoire et à regarder vivre ses habitants ?

Quatre parties équilibrent cet ouvrage. Le poids du passé médiéval est axé sur la fin des Valois, la fondation du Paris moderne se centre sur les débuts de l'absolutisme voulu par Henri IV, les travaux d'urbanisation liés aux spéculations immobilières où s'illustrent Marie, Le Barbier, Le Mercier, Le Sueur, Lebrun, Le Muet et bien d'autres. La persistance ou le retour aux tendances du moyen âge, se marque dans la religion et ses effusions, les castes sociales, leurs conventions et leurs cadres de vie, les monopoles corporatifs, les contraintes familiales. Le fardeau de la monarchie absolue avec ses réactions frondeuses révèle aussi ses tartufferies, son décor théâtral.

Bref, cette traduction élégante, entrecoupée de citations originales, constitue une bonne information et une source de documentation digne de figurer dans la bibliothèque de classe. Elle aidera tout qui se penche sur le passé à comprendre le berceau du classicisme français.

R.V.S.

MICHAUD, Claude, L'Europe de Louis XIV, dans coll. « Etudes, Histoire », Paris, Bordas, 1973.

Clôturé par un copieux index et une bibliographie très complète classée de manière systématique, cet ouvrage vise à présenter « une Europe de Louis XIV plus européenne que versaillaise ».

Le public français y trouvera une synthèse, bonne et succincte, de l'histoire des pays d'Europe centrale qu'il connaît peu en dépit de l'intérêt certain qu'ils présentent, de même que des pays d'Europe orien-

tale, de l'Europe méditerranéenne et des pays marginaux de la France, comme les Provinces-Unies par exemple. Les Pays-Bas parce que « espagnols » ne trouvent guère grâce à ses yeux et la « Principauté de Liège » est qualifiée d'« évêché », ce qui confirme qu'il y a décidément une grosse lacune dans l'idée que le Français se fait de nos régions.

L'économique et le social équilibrent les aspects politiques de cette période de Restauration, de Réforme religieuse, de contestation paysanne. Le point de vue marxiste n'est pas absent, non plus que les influences baroques dont témoigne une iconographie sélective. La typographie est peu attrayante, et la mise en page trop dense, c'est dommage pour un livre de vulgarisation.

R.V.S.

DUHART, Jean et Janine, **La révolution de 1848 à Givors**, Paris, Editions sociales, 1973.

La révolution de 1848 fut en France la première manifestation de la lutte prolétarienne. Les auteurs étudient ici le mouvement ouvrier à travers les événements d'une petite ville de province de 12 000 habitants, port fluvial sur le Rhône, en voie d'industrialisation depuis le XVIII^e siècle.

Parmi les 6 ou 7 mille ouvriers travaillant dans la région, les causes de mécontentement envers les patrons sont abondantes : précarité de l'emploi, bas salaires, travail épuisant. La petite et moyenne bourgeoisie entend détourner à son profit l'élan révolutionnaire des ouvriers. Elle compose le Conseil municipal et, pour bonne part, la Garde nationale. Tout ce qui est socialiste est vilipendé. Grande est la crainte entretenue sur place par la société des **Voraces**. Tout est suivi ici à travers les réactions locales où le moindre incident prend de grosses proportions. La crise économique, les chantiers des travaux publics ouverts pour y pallier, entraînent des heurts. Après juin, l'ordre bourgeois s'impose sans coup férir. La place est ouverte au pouvoir personnel.

R.V.S.

*** **Hommage à Marcel Reinhard, Sur la population française au XVIII^e et au XIX^e siècle**, public. de la société de démographie historique, Paris, 1973. (Rue de la Baume, 20, 75008 Paris.)

Poussé aux études démographiques par réflexe de patriote frappé par les ravages des deux guerres mondiales et par réflexion d'historien à qui rien de ce qui est humain n'est étranger, Marcel Reinhard n'a pas peu contribué à l'essor de la démographie historique en France. Si les professeurs du secondaire sont plus familiers avec l'ouvrage sur l'enseignement de l'histoire dans lequel il leur communique l'expérience acquise durant 25 années, comme professeur de Lycée, ils constateront ici combien riches s'annoncent les voies ouvertes par lui dans le domaine nouveau où il s'est engagé ensuite.

Ses disciples et ses admirateurs lui dédient, en effet, ici cet hommage. Sous les signatures les plus averties, celles parmi bien d'autres de A. Armengaud, P. Chaunu, J. Dupâquier, J. Godechot, P. Goubert, A. Nouschi, A. Sauvy, on trouve 37 contributions dont la qualité et la variété disent bien l'efficacité du mouvement de recherche animé par le jubilaire.

Les professeurs du secondaire s'attarderont sans doute davantage aux articles de D. Dauvergne, **Le problème du nombre des Nobles en France au XVIII^e siècle**, de J.-N. Biraben, **Essai sur la statistique des causes de décès en France sous la République et le Premier Empire**, de E. Van de Walle, **La mortalité des départements français ruraux au XIX^e siècle**. Ils auront tout particulièrement intérêt à lire l'essai de L. Henry, **La démographie au service de l'histoire**, où en toute sincérité un démographe dit la valeur de l'histoire dans l'étude démographique, le bénéfice de l'interdisciplinarité et le caractère centralisateur de l'étude historique. Ses constatations générales sont de nature à renforcer l'intérêt dans les apports de la démographie à la compréhension et à la méthode historiques. Une école de rigueur et de démystification !

R.V.S.

GILLET Marcel, **Les charbonnages du Nord de la France au XIX^e siècle**, Paris, La Haye, Mouton, 1973, 528 pp., 22 cartes, 29 graphiques, 45 tableaux, bibliographie, index.

Cette thèse de doctorat est le résultat d'un travail de recherche de près de vingt ans. Elle est consacrée au bassin charbonnier français le plus important et elle en analyse l'évolution économique, tout en mettant en évidence les aspects financiers

et sociaux. Les charbonnages du Nord sont découverts au XVIII^e siècle par des industriels belges (Desandrouin), et, dès cette époque, Anzin occupe une place importante.

Les recherches ultérieures visent à découvrir le prolongement du bassin du Nord vers l'ouest. Après des recherches vaines de 1834 à 1839, le bassin du Pas-de-Calais sera repéré de 1842 à 1847 grâce à la conjonction du hasard et de la recherche géologique.

Son partage sera réalisé de 1847 à 1854 en une série de concessions relativement importantes mais nombreuses. Les prospections ultérieures étendent un peu l'exploitation charbonnière vers le Nord ou le Sud tandis qu'au début du XX^e siècle, les sociétés métallurgiques s'intéressent aux charbonnages, mais n'obtiennent que de petites concessions.

Ce bassin charbonnier va connaître une croissance très importante de sa production surtout dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Il est le bassin charbonnier le plus important en France (2/3 de la production en 1914) et dépasse les bassins belges à partir de 1908. Toutefois, la croissance de la Ruhr sera encore beaucoup plus importante.

La concentration financière et économique n'a pas été très poussée. Ces mines sont restées propriété de capitaux régionaux, et les liens avec les banques ou la métallurgie ont toujours été assez faibles. Cependant, une dizaine de sociétés sur vingt-quatre (comme Lens et Anzin) dominent à la veille de la guerre de 1914. La concentration est plus marquée qu'en Belgique (ici cependant rôle important de la Société générale) et qu'en Angleterre, mais moins importante qu'en Allemagne. Dans la première moitié du XIX^e siècle, les accords commerciaux sont restés limités à des cas particuliers, et l'Union des Houillères de France n'a eu qu'une action éphémère. Progressivement, les associations régionales et nationales ont joué un rôle de plus en plus grand. Au début du XX^e siècle, l'Office des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais va fixer les prix et les contingents selon les zones de vente et organiser le marché des coques (notamment par un accord avec les sidérurgistes de Meurthe-et-Moselle). Le but principal de cette organisation commerciale est de mieux faire

face à la concurrence étrangère. Le Comité Central des Houillères de France aura surtout un rôle dans le domaine social et politique tandis que la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais obtiendra au prix de sacrifices financiers la réalisation du canal du Nord à Paris.

Sur le plan social, les discussions avec les syndicats ouvriers sont finalement acceptées, mais ne sont pas le fait d'une organisation patronale bien structurée.

L'auteur évoque aussi les caractères sociaux de l'ouvrier mineur, les conflits sociaux et le rôle des syndicats. Il souligne que la croissance des charbonnages ne s'est pas accompagnée d'un véritable développement industriel, surtout dans le Pas-de-Calais.

Il évoque en terminant les problèmes économiques actuels de ces régions (fermeture des charbonnages et difficultés de la reconversion).

Le remarquable travail de M. Gillet sera surtout utile aux professeurs d'histoire par les riches matériaux (cartes, graphiques, tableaux) qu'il met à leur disposition au sujet de l'activité d'une industrie qui a joué un rôle capital dans la révolution industrielle.

J.P.D.

VARTIER, Jean, *La vie quotidienne en Lorraine au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1973.

Voici le pas franchi ! Dans la série **Hachette Littérature**, Jean Vartier, journaliste de son état, met en scène des personnages représentatifs d'un style de vie et d'un type d'activité. Certains ont réellement existé, d'autres pas.

La tentation était grande de personifier la vie quotidienne pour la rendre comestible au « grand public » avide d'« histoires » au sens populaire du terme. Le résultat, avouons-le, n'est pas détestable, à condition de connaître les conventions du genre et d'en écarter les séductions trompeuses. La qualité de la bibliographie et de l'information préalable de l'auteur est ici garante de probité, celle dont le grand historien anglais Trevelyan entendait entourer l'histoire sociale. Le système peut amener à l'histoire au sens scientifique du terme de jeunes lecteurs ou des moins jeunes, avec plus d'efficacité peut-être que

n'y parvenaient les romans historiques d'Alexandre Dumas ou de Michel Zévaco dont la prose excitait et charmait à la fois nos imaginations enfantines.

Ici, la sage-femme, le flotteur de bois, le luthier, le marchand de fromage, les paysans patoisants, les figures typées des petites villes de province, chansonniers, baigneurs, lycéens, garnissaires, curé, sans négliger les convulsions du pays de l'acier, *far west* de France avec ses immigrés exploités, secoué par les grèves, avec ses « jaunes », ses intrigues politico-patronales. autant de personnages pittoresques ou tragiques, de cadres désuets dont le « conteur » déroule ici les aspects familiers en soulevant comme le Diable de Lesage le toit des logis.

R.V.S.

BOUVIER, Jean, Un siècle de Banque française, les contraintes de l'Etat et les incertitudes des marchés, dans coll. « Hachette littérature », Paris, Hachette, 1973.

Cet essai que l'auteur nous présente comme « fragile », non dépourvu d'engagement, vise à décrire et à faire comprendre le système bancaire français dans la période 1850 à 1950 par rapport à la société, à l'opinion, à ses relations avec l'Etat, aux échanges internationaux. Il s'attache surtout aux phénomènes de la « longue durée » et aux acquis certains, assurant ainsi la liaison du passé au présent. Il s'inscrit ainsi dans la ligne d'approche historique suivie par l'Enseignement secondaire rénové.

L'intention est de montrer combien la banque est dépendante de son environnement et agit réciproquement sur lui. L'analyse marxiste n'est pas étrangère à la démarche. Les faiblesses en sont soulignées notamment à propos du « capital financier » où elle a trop longtemps fait fi de la capacité des grandes firmes d'industrie à résister à tout contrôle bancaire. L'intégration des deux accumulations doit être retenue, et la recherche du pouvoir de décision poussée.

Bien d'autres points retiennent l'attention. Tout d'abord le poids des mentalités, la méfiance sociale de longue durée devant la banque qui ne pénètre en profondeur que depuis peu d'années. Le phénomène est compréhensible lorsqu'on voit le brouillard entretenu par les banquiers autour de

leurs « affaires », l'ambiguïté des bilans et des banques elles-mêmes. La croissance économique est liée à l'épanouissement quantitatif et qualitatif de la banque, mais il n'est pas certain que celle-ci en soit le moteur. Par rapport à la Grande-Bretagne et aux autres pays d'Europe où la banque mixte est prépondérante, la France se distingue par la séparation des banques de dépôt, mieux adaptée aux époques d'affaiblissement du tonus économique, et banques d'affaires davantage prisées lors des poussées d'investissement.

Sur le plan monétaire, la France vit jusqu'en 1900 dans l'âge des espèces sonnantes et trébuchantes ; jusqu'en 1945, de la monnaie fiduciaire ; depuis lors, de la monnaie de banque, mais il ne convient pas de négliger la coexistence permanente des « effets de change ». La masse monétaire, sa composition influe d'ailleurs sur la croissance.

On pourrait ainsi multiplier les notations, appuyées abondamment sur des tableaux chiffrés, des citations, des références aux faits, sur la tutelle de l'Etat et les libertés bancaires, les changements de structure : banques privées, syndiquées, cartellisées, concentrées, banques publiques à monopole, nationalisées. Le rôle de la Banque de France, organisme privé, soumis aux « deux cents familles », est analysé jusqu'à la nationalisation de 1945 préparée par la Réforme du Front populaire en 1936.

Au total, l'auteur voit davantage dans les banques des acteurs que des thaumaturges, soumis à l'environnement, plus influents que puissants, simples rouages d'un système dont l'étude historique apparaît, avec tout l'humour qu'elle comporte, comme une espèce de « service public ».

R.V.S.

INGRAND, H., Libération de l'Auvergne, coll. « Libération de la France » dirigée par H. Michel, Hachette, 1974, 203 p.

« Si je n'ai pas entendu l'Appel du 18 juin 1940, dès que j'en ai eu connaissance j'ai été gaulliste », nous dit l'auteur qui raconte les événements depuis l'automne 1942 jusqu'au printemps 1946.

Il exprime un combat mené seul depuis la fin 1940 jusqu'en 1942, sans liaisons, sans moyens, sans argent et sans consignes.

Dans cette région où les bourgeois et les notables sont venus s'installer, séduits par le régime de Vichy, on voit ici avec quelle rapidité la classe ouvrière et paysanne s'est lancée dans la résistance.

A travers des récits de coups de main, des rencontres, des arrestations, des documents officiels, des ordres, H. Ingrand nous fait connaître l'organisation, le développement, l'apparition du maquis, la préparation de la prise du pouvoir, la répression jusqu'au retour à la vie normale.

Ce livre est un document pour servir à l'histoire de la résistance pendant la guerre de 1939-45.

J.D.

MIQUEL, Pierre, **La paix de Versailles et l'opinion publique française**, dans **Nouvelle bibliothèque scientifique**, Paris, Flammarion, 1972.

Un livre sympathique, richement documenté si on se reporte à sa bibliographie méthodique, d'une lecture fluide, passionnante, ô combien ! L'histoire y révèle sa vraie dimension, celle de l'événement, non celle de l'événement brut isolé, mais de l'événement confronté avec les autres événements, établi dans son contexte évolutif d'où peut seul surgir l'explication, se dégager la sagesse.

La presse française forme ici la documentation de base. Quelle richesse ! ô nombre de feuilles quotidiennes, ô qualité des rédacteurs, ô célérité de la plume, alacrité du propos, fougue de la controverse ! Combien cette presse dynamisée par les lendemains d'une victoire douloureuse, porteuse de tant d'espoirs est encore proche de celle du XIX^e finissant. Une presse d'idée et de combat dont l'éclat rend terne et guindé le journalisme sentencieux d'aujourd'hui.

L'opinion publique française est un bon baromètre, opposée qu'elle est entre ses clivages. Les socialistes : pacifistes, patriotes, internationalistes, wilsonniens, en tout ou par partie ; les nationalistes, suppôts de Clemenceau. « le père la Victoire », braqueur de la paix ; de Foch, le maréchal jusqu'au bout ; de l'**Action française** ou du grand capital, s'exaltent en gestes et en discours. Derrière les désillusions de la Paix : l'échec de Wilson, lucide, mais inefficace rêveur de la Société des Nations, la « Société des peuples » ont cru d'aucuns,

coupable d'avoir eu raison ; l'échec de l'Entente troublée par les tergiversations des Anglais ; la bonne conscience des Français, paladins de la Justice ; l'échec de la France, terrée dans son isolationnisme frileux, drapée dans le bon droit, indignée du refus des justes réparations, inquiète de sa sécurité. Non, la Paix ne fut pas française !

Au vrai, la Deuxième Guerre Mondiale sort tout armée des esprits de 1919. Son spectre plane, il affole, suscite les haines, gauchit les remèdes essayés. L'opinion, il est clair, en accepte la fatalité. Elle a d'autres préoccupations d'ailleurs, **primum vivere...** reprendre le train-train quotidien, échapper aux grèves, à la vie chère, à la crise qui s'annonce déjà. Après tout, pourquoi ne point s'entendre avec l'Allemagne : c'est la voie tracée à Briand. A l'inverse, du moins de Versailles, tirer le plus, appliquer dès lors, de façon drastique, le traité : la voie suivie par Poincaré. Deux voies sans issue parce que contradictoires, toute l'image de la politique française entre les deux guerres, ce grand armistice ! En attendant, pour les Français de 1919 : « Ouf ! Elle est finie ! » L'autruche est en position.

R.V.S.

GRANDE BRETAGNE.

MARX, Roland, **Naissance et triomphe de la démocratie britannique (1815-1918)**, dans **Dossiers Clio**, Paris, P.U.F., 1973.

On ne trouvera dans ce mince recueil de 96 pages que l'analyse de certaines des questions liées au concept de la « démocratisation » : les libertés civiques, l'extension du droit de suffrage, la lutte des élus pour s'imposer à l'exécutif, mais aussi aux organes issus d'un droit héréditaire. Les affrontements économiques et sociaux sont constamment sous-jacents dans les documents.

Ce n'est pas avant 1860 que le mouvement de démocratisation prend en Angleterre une allure irrésistible, mais les effets de freinage se manifestent sous de multiples formes jusqu'après 1914.

Parmi les 14 documents rassemblés, on pointera un tableau de l'évolution des systèmes électoraux en Angleterre et au pays de Galles. Les 14 points de vue exposent les opinions d'historiens britanniques ac-

tuels sur les événements. Une chronologie sommaire, une orientation bibliographique, achèvent ce petit recueil.

R.V.S.

MARX, Roland, **La Grande Bretagne contemporaine, 1890-1973**, Paris, A. Colin, 1973.

Depuis une dizaine d'années, notre bibliographie en langue française à propos de la Grande-Bretagne, s'est enrichie de plusieurs ouvrages importants dans les domaines économique, politique et social.

Par contre, les synthèses en français restent déficientes. C'est un des principaux mérites de l'auteur d'avoir contribué à pallier cette lacune en spécialiste averti, puisqu'il enseigne l'histoire anglaise à l'Université de Paris III.

Les enseignants y trouveront, dans un découpage chronologique justifié, un bref et clair aperçu de l'évolution de la Grande-Bretagne, depuis l'apogée du colonialisme et de l'impérialisme jusqu'à son entrée dans le Marché commun ; trois quarts de siècle, qui voient passer la première puissance mondiale au rang de nation de second rang tant en Europe que sur le plan mondial. C'est là évidemment un thème capital pour la compréhension de l'histoire de notre temps.

On peut louer Roland Marx d'en avoir donné, au travers de la complexité événementielle, une image claire, grâce à une nécessaire subdivision, pour chaque période envisagée, en chapitres économique, social, politique et institutionnel et culturel ; ce dernier aspect toutefois pêche par trop de laconisme et présente de ce fait des lacunes assez grandes. L'auteur établit son découpage chronologique sur les moments de l'évolution qui ont provoqué dans l'histoire anglaise des mutations fondamentales. Trois grandes parties sont ainsi envisagées :

La première de 1890 à 1919 fait apparaître les premières failles d'un système économique et politique établi, au départ, sur la primauté de la « plus Grande-Bretagne ».

La deuxième, que Roland Marx qualifie peut-être abusivement l'ère de la médiocrité, retrace les difficiles années des crises économiques, financières et politiques de l'entre-deux-guerres.

Quant à la troisième, de 1945 à 1973, l'auteur l'appelle l'ère des incertitudes.

C'est aussi, bien sûr, l'époque historique la moins décanter et qui nécessitera encore bien des révisions.

On peut évidemment regretter que l'auteur nous présente cette tranche d'histoire de façon plus descriptive qu'analytique et critique, mais ceci n'était vraisemblablement pas son but.

Cette synthèse ne fait, pour l'essentiel, que reprendre en la développant l'analyse de cette période que l'auteur nous a déjà fait connaître dans un précédent ouvrage de la Collection U chez A. Colin, et intitulé *Histoire du Royaume-Uni*, édité en 1967.

Il n'en reste pas moins que l'auteur a répondu par cet ouvrage à un besoin que nous ressentions depuis un certain temps déjà.

Du point de vue pédagogique, il est pauvrement pourvu de plans, graphiques et cartes, et c'est dans les travaux évoqués au début de ce compte rendu ainsi que dans l'ouvrage de Marx cité ci-dessus qu'il s'impose de rechercher la documentation nécessaire.

R.D.

MARX, Frédéric, **L'administration locale en Grande-Bretagne**, P.U.F., Dossiers Thémis, 1972, 96 p.

L'ouvrage de F. Marx, le premier de la série « Systèmes administratifs comparés », comble avec bonheur une lacune : le « continent » était averti de la complication dans le fonctionnement des pouvoirs centraux de Grande-Bretagne, mais ignorait tout de celle du **local government**. Pour éviter tout malentendu, il convient de rendre cette expression par administration locale — puisque le pays est administré (et non pas gouverné) par des autorités locales, sous contrôle du pouvoir central.

Intérêt double de l'ouvrage : mettre en échec par un exemple vivant la dichotomie entre Etat fédéral et Etat unitaire (la G.-B. n'étant à proprement parler ni l'un ni l'autre) et montrer comment, par évolution et sans révolution, les institutions sont nées, se sont adaptées aux nécessités sociales. Ainsi les organes chargés de la santé publique, de l'instruction élémentaire ou de la tutelle des indigents historiquement issus de la révolution industrielle et de ses affres (épidémie de choléra dans les agglomérations, chômage, etc.). C'est ce qui, synthé-

tiquement, ressort de ce livre décrivant avec beaucoup de clarté le « système lymphatique » britannique.

Des documents législatifs (notamment l'important **Local Government Act** de 1933 et certains jugements des tribunaux du Royaume, autant de sources juridiques officielles en G.-B.) permettent au lecteur d'adopter un point de vue concret sur l'évolution et l'état actuel des structures administratives.

L'ouvrage contient, enfin, un chapitre consacré à la réforme souhaitée de l'administration, aux commissions nommées à cet effet et aux projets déposés. Renseignements loin d'être négligeables à l'heure où l'on se demande comment la politique (régionale, par exemple) de la C.E.E. sera appliquée par les administrations européennes et si elle le sera en tenant un compte réel des particularités locales.

J.J.D.

STIL, A., **Fleurs par erreur**, Paris, Julliard, 1973, 200 p.

L'auteur né d'une famille ouvrière dans le Nord minier, devient professeur de philosophie, puis journaliste.

Ici, dans un recueil de nouvelles, il évoque l'univers populaire, les petites gens, les ouvriers, il raconte ces mille petites choses vécues, il nous permet ainsi de pénétrer dans un monde trop souvent négligé par la littérature.

C'est par son aspect social que ce livre mérite l'intérêt des professeurs de Sciences sociales.

J.D.

MONOD, M., **Deux ou trois choses que je sais de l'U.R.S.S.**, coll. « Socialisme » Editions sociales, 1973, 217 p.

« Ni thèse, ni reportage, ni étude, ce livre est fondé sur des rencontres. »

Cet ouvrage débute en 1967 au moment où la révolution avait 50 ans et où V. Komarov tournait autour de la terre. La première rencontre fut celle des Soviétiques affligés par la mort du cosmonaute et c'est pour l'auteur l'occasion de nous décrire Moscou, ses habitants, leurs sentiments.

« Au commencement il y avait 16 tentes, il s'agit de la Sibérie », actuellement

il y a des villes, des centrales, des tomates. Bakou où un ingénieur sur trois est une femme. Le travail, le travail avant tout, il faut construire le pays, malgré ou avec les dissidents, donner une place individuelle à l'homme dans la collectivité, et ce n'est pas chose facile.

Livre engagé, touchant, qui met tout son espoir dans le P.C. U.R.S.S.

J.D.

HERZLICH, Claudine, **Médecine, maladie et société**, dans coll. « Les textes sociologiques », t. IV, Paris-La Haye, Mouton, 1970.

Ce livre est destiné à ceux qui s'occupent de médecine dans le cadre des sciences sociales. La relation malade et médecin est en train de se modifier sous l'accélération des conditions d'existence. L'historien ne peut y rester insensible dans la mesure où il considère que son objet de préoccupation est avant tout l'être social sous toutes ses formes et dans son évolution.

Le lecteur trouvera ici dix-neuf articles commentés touchant l'attitude du malade devant la médecine et inversement celle du médecin devant le malade. Une bonne initiation aux aspects actuels d'une médecine évoluée et fortunée. A quand l'équivalent pour l'autre versant de la pratique médicale ?

R.V.S.

FLAM, Léopold, **La philosophie au tournant de notre temps**, Bruxelles-Paris, P.U., 1970.

Ecrit un peu vite, quoique basé sur une méditation profonde, desservi parfois par des coquilles ou des traductions un peu lourdes, cet ouvrage tente avec succès une analyse du mouvement de notre temps. Il met en évidence les impasses dans lesquelles les philosophies, y compris le marxisme, se sont successivement engagées : « Tout ce que je sais, disait Karl Marx, c'est que je ne suis pas marxiste. »

Léopold Flam, philosophe, c'est d'abord Léopold Flam, historien. Qu'on m'entende bien. Il ne s'agit pas d'histoire de la philosophie, mais d'une qualité d'homme. Celle qui donne probablement à l'auteur cette sensibilité aux êtres et aux choses, cette vision générale, totalisante, qualité primordiale du savant à qui rien de ce qui est humain n'est étranger.

Il sonde les œuvres les plus représentatives de la pensée actuelle et, avec une prescience étonnante, il en tire les implications du mouvement enveloppant et emportant les êtres. Alternance des choses, alternance des phénomènes, retour du jour, retour de la nuit, vaste tourbillon où tout se dialectise et où toute étincelle d'intelligence humaine cherche son unique voie, balancée entre la lumière torturante de l'angoisse et l'opacité de la stupide béatitude. Toute philosophie finit avec le philosophe dès l'instant où l'intelligence se subordonne à la forme. L'homme, le monde, est donc condamné à la philosophie ou à la mort.

Son interprétation de la philosophie de Nietzsche conduit l'auteur à définir le nihilisme, conséquence d'une vision chrétienne s'effondrant devant la science. Qu'il s'appelle Satan, Eros ou Pan, le Monde est aux prises avec un élan cosmique. Les mythes et les symboles prennent tournure à travers les écrits de Wagner, de Freud, de Lawrence, de Camus et de bien d'autres contemporains traducteurs du malaise de l'homme. Ici aussi on sent l'historien soucieux de voir dans toute œuvre le reflet de l'humain avec l'œil du visionnaire contemplant Satan-le-travailleur, le Dieu supplicé, l'Eros technicien. Lire ce livre lentement procure un enrichissement... Le Philosophe, c'est celui qui proteste. Pour protester, il faut savoir durer ! Une clé pour le Rénové ?

R.V.S.

FAGES, J.-B., **Comprendre Lévi-Strauss**, coll. « Pensée », Paris, Privat, 1972.

Il est du destin de certains hommes de perturber profondément les modes de pensée. Celui de Claude Lévi-Strauss est assurément de ceux-là. Pour agréable et attachant que soit la lecture de plusieurs de ses ouvrages, pour utile qu'elle se révèle aux historiens en quête de clarté sur les ressorts de l'humaine condition, l'ensemble de la pensée du nouvel Académicien présente parfois des complexités, voire des subtilités ou des difficultés d'interprétation telles qu'une élucidation s'avère nécessaire. C'est ce que nous apporte cet ouvrage qui, en une centaine de pages, nous explique les origines de la pensée straussienne, les premiers principes liés aux « structures élémentaires de la parenté », la conceptualisation théorique avec les dou-

tes et les repentirs, le terrain privilégié des « Mythologiques » et, pour finir, le débat philosophique du structuralisme, où le concret le plus terre-à-terre rejoint l'abstrait le plus subtil. « Ni ange ni bête... » entre les deux gravite l'homme...

R.V.S.

MANNONI, Maud, **Education impossible**, Collection « Le champ freudien », Paris, éd. du Seuil, 1973, 312 p.

Ce livre important part de l'expérience accomplie à l'école expérimentale de Bon-neuil-sur-Marne où tente de se mettre en place une institution éclatée dont le projet pédagogique présente une analogie avec l'anti-psychiatrie.

Le problème évoqué est donc d'ordre, théorique, doctrinal, social et administratif.

D'autre part, les problèmes du savoir, de l'autorité et du pouvoir sont également abordés ici.

Le livre se termine par cette phrase qui s'adresse à tous ceux que préoccupe l'enfant : « Une éducation est réussie, le jour où l'adolescent peut dire à ses parents et à ses maîtres, (sans risque de se faire hospitaliser) : vous vous êtes trompés, votre univers, nous, on n'en veut pas. »

J.D.

VINCENT, G., **Le peuple lycéen, enquête sur les élèves de l'enseignement secondaire**, col. « Témoins », Paris, Gallimard, 1974, 531 p.

La désacralisation du travail et du savoir, le déclin de l'image du père, l'impatience, le sentiment qu'ont les jeunes d'être les victimes d'un « racisme anti-jeunes » sont des attitudes et des croyances qui unissent les jeunes de 1973.

Cependant, ils présentent entre eux des particularités : les filles sont moins impatientes que les garçons, la politisation plus forte en première qu'en terminale, les fils de bourgeois sont plus allergiques au lycée que les fils d'ouvriers. La révolution ne représente pas une unité ; on la quitte pour aller en week-end. D'après l'enquête, le jeune milite peu, il est sympathisant et très anti-communiste ; il recherche la sécurité, il s'ennuie, il est avant tout individualiste.

Que faire pour eux ? attendre qu'ils soient récupérés ? restaurer l'autorité, leur donner des responsabilités ? leur redonner une morale ? Ce livre n'apprend rien, ne conclut rien, il sera interprété, il fera de la peine ou il rassurera. Or il y a crise - et que fait-on ? Rien.

J.D.

DIVERS.

Dossiers du cinéma Films 1

Dossiers du cinéma Cinéastes 1 et 2

publiés sous la direction de Jean-Louis BORY et Claude Michel CLUNY, Casterman, Tournai-Paris, 1971.

Ces dossiers sont publiés sous forme de fiches (une fiche par cinéaste ou par film) classées dans une couverture cartonnée.

Chaque fiche comprend une étude historique et esthétique sur l'œuvre ou l'auteur analysés, une citation de l'auteur, un choix d'opinions critiques, une notice biographique de l'auteur, une bibliographie sélective et une filmographie complète, par-fois une discographie succincte.

En tête du volume **Cinéastes 1**, on trouve un tableau synoptique 1895-1970 qui met en parallèle les événements historiques et politiques, les apports scientifiques et techniques, les réalisations artistiques et la production cinématographique.

Pour les professeurs d'histoire qui trouvent le temps ou qui ont le goût de parler de l'histoire du cinéma...

M.R.V.

FERRO, Marc, **Le film, une contre-analyse de la société ?**, dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, t. 28, p. 109-124, Paris, Colin, 1973.

Le cinéma est né bien après que se soient fixés les « sacro-saints » principes de l'histoire traditionnelle. Le film « n'entre pas dans l'univers mental de l'historien », déplore l'auteur. Il s'efforce par conséquent de montrer le parti que l'on peut tirer pour l'analyse d'une société ou d'une série historique de l'examen critique tant des films de fiction que des bandes d'actualité.

Se penchant sur les événements de 1917, il constate que les documents filmiques révélaient le rôle dominant des soldats dans les manifestations révolutionnaires, contraire-

ment à la version bolcheviste qui y fait participer les ouvriers.

On ne dira jamais assez que pour être totale l'approche historique doit être multiforme.

R.V.S.

FINLEY, M.-I., e.a., **Problèmes de la terre en Grèce ancienne**, recueil de travaux, coll. « Civilisations et Sociétés », t. 33, Paris, La Haye, Mouton, 1973.

Le présent ouvrage en se penchant sur les aspects généralement considérés comme vulgaires de l'histoire, nous apporte des témoignages convaincants de l'intérêt de cette matière. Il rassemble les résultats d'une enquête sur les problèmes de la terre en Grèce ancienne menée sous la direction du professeur Finley de l'Université de Cambridge, sous les auspices du Centre de Recherches comparées sur les Sociétés anciennes de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, VI^e section. Les exposés en ont été présentés à l'occasion d'un colloque organisé en 1969 à l'Abbaye de Royaumont.

Loin de se vouloir exhaustif, cet ouvrage aspire seulement à attirer l'attention sur la richesse de la matière. Groupés en chapitres consacrés aux thèmes suivants :

- Le Monde colonial ;
- Espace rural et cité ;
- Trois études athéniennes ;
- Les Grecs en Egypte hellénistique et romaine ;
- Représentations religieuses et mythiques de la Terre.

Ces travaux montrent l'importance de l'heuristique et de l'interprétation critique dont la maîtrise reste la voie la plus efficace même s'ils expriment aussi combien de plus en plus les perspectives ouvertes par d'autres disciplines, l'ethnologie, par exemple, peuvent féconder le champ de la perception et de la compréhension historique.

R.V.S.

DUCELLIER, Alain, **Le miroir de l'Islam : Musulmans et Chrétiens d'Orient au Moyen Age (VII^e-XI^e siècle)**, coll. « Archives », Paris, Julliard, 1971.

Certes, les Chrétiens protestent contre les discriminations fiscales dont les font souffrir les musulmans. Ils reconnaissent cependant une certaine justice. Ils conser-

vent une assez large place dans l'administration jusqu'au XI^e et même au XIV^e siècle en Egypte. Le « grand persécuteur » al Hâkim n'est pas le personnage sanguinaire que l'on se complait à dépeindre, car il permet aux Chrétiens de quitter l'Egypte avec leurs biens. Les Chrétiens ne profiteraient d'ailleurs pas des guerres civiles en're musulmans pour en appeler à l'aide des Byzantins ou pour se soulever. Tout compte fait, ils préfèrent aux persécutions de leurs « frères en Jésus-Christ » l'indifférence des Arabes puis plus tard des Turcs, respectueux au total de leur foi, de leur culte et de leurs églises. Les théologiens chrétiens orientaux se montrent par contre particulièrement hostiles à l'Islam dans lequel ils sentent un danger pour leur religion.

Voilà qui fera réfléchir nos auteurs de manuels ! Et les fauteurs de stéréotypes .

R.V.S.

GUERDAN, René, *Byzance*, Paris, Librairie académique Perrin, 1973.

Ce livre de grande vulgarisation mérite de figurer dans la bibliothèque scolaire. Son auteur dont l'érudition est certaine nous introduit avec plaisir dans un monde dont l'influence n'a été que trop méconnue. Il nous aide à comprendre à travers le caractère divin de l'Empereur, image de Dieu sur Terre, le rôle d'ordonnateur suprême qu'il assume et dont le protocole rigide assure le maintien impeccable. Incarnation du Christ, l'empereur byzantin a le pouvoir de rendre tout sacré. Les supplices affreux réservés à ceux qui enfreignent la règle, illustrent ce caractère. Qui pourrait s'étonner que dans cette situation il s'empare de tous les pouvoirs. Il les applique d'ailleurs avec un sens certain de la nuance.

L'impératrice de son côté est l'incarnation de la Madone. Elle ne tire pas son pouvoir de son état d'épouse de l'Empereur. Dans cette situation, il ne peut y avoir d'Eglise s'il n'y a pas d'Empereur. L'Evangile représente la constitution tacite. Puisque tous les chrétiens sont égaux devant Dieu, tous les Byzantins sont égaux devant la Loi. Ainsi s'explique que même au titre impérial le dernier peut devenir le premier. Le cas de Théodora n'est pas le seul à illustrer cette règle. L'administration se veut au service des humbles, elle sera « keynésienne » avant la lettre. Inversement un tel Etat ne peut tolérer les hérétiques ou les

infidèles. Il reste que l'évangélisme autorise par exemple les Musulmans à fréquenter la mosquée à Byzance même.

La querelle des Images est expliquée par ses effets économiques. Les splendeurs de la Ville sont attribuées à l'imitation de la Jérusalem de l'Apocalypse. Les eunuques de l'entourage représentent des anges qui on le sait « n'ont pas de sexe ».

Au cirque, les Verts représentent la faction des quartiers pauvres ; les Bleus, celle des quartiers riches. Ainsi, grâce à l'Hippodrome dont le symbolisme solaire doit être souligné, le peuple de Byzance n'a pas complètement perdu ses droits politiques. La description de l'âme de Byzance s'accompagne de celle des misères et des grandeurs jusqu'à l'agonie de 1453.

R.V.S.

CRAPOULET, Jean-Claude, *Histoire de l'Ecosse*, dans coll. « Que sais-je ? », Paris, P.U.F., 1972.

Le whisky, le tartan des kilts et les cornemuses entretiennent autour de l'Ecosse un folklore de pacotille qui ne dissimule que trop bien l'originalité de ce pays et de ce peuple épris de liberté. Terre des Pictes, des Scots et des Britons, elle s'illustre par la résistance envers toutes les dominations : celle des Romains, celle des Anglo-saxons. Le tout se déroule dans un décor de Macbeth, personnage diffamé de Shakespeare. L'Ecosse du peuple naît au XIII^e siècle, dans la lutte contre l'Anglais où s'illustre Wallace Bruce. On connaît le destin tragique des Stuarts dont l'ultime victoire, la couronne d'Angleterre, signifie la fin de l'Ecosse pacifiée par Cumberland le Boucher. La fin du XVIII^e siècle voit la révolution industrielle favorisée par l'essor commercial colonial. La pauvreté légendaire des Ecossais en est à la fois l'instrument et la conséquence, avec un fort pourcentage d'émigration.

Aujourd'hui, une politique de large décentralisation favorise l'Ecosse dans le cadre du Royaume-Uni. Elle prend appui sur l'originalité écossaise dont le système légal plus proche du droit romain et des lois françaises diffère de celui d'Angleterre, dont le gouvernement se dégage de celui de Westminster, dont l'économie continue à se distinguer, dont la culture tend à renaître dans son originalité. Une nouvelle croisée des chemins... !

R.V.S.

ROBERT, J.-B., **Histoire de Monaco**, Paris, P.U.F.. « Que sais-je ? », 1973.

Négligeant l'Antiquité, ce petit livre, tenant davantage du récit que de l'étude, est axé sur l'histoire du règne de la famille des Grimaldi sur la principauté.

Nous le suivons au long du moyen âge et des temps modernes, redoutable forteresse disputée par les Génois, les Espagnols et les Français qui lui étendent tour à tour leur protectorat. La principauté tire ainsi de sa position stratégique une relative indépendance. Celle-ci s'affirme davantage au XVIII^e siècle, par suite de mutations dans la stratégie.

La révolution de 1790 suit à Monaco une voie opposée à celle de la France jusqu'au moment où en 1793 elle se trouve rattachée à la république pour vingt ans. L'italien, langue des naturels, est alors évincé au profit du français.

Le second traité de Paris en 1815 place la principauté sous protectorat sarde. Menton et Roquebrune ayant fait sécession en 1847-1860 furent annexés par la France lors des plébiscites de 1861 en application des stipulations du traité de Turin. A cette occasion, Monaco retrouve son indépendance adonnée d'une convention douanière avec la France.

Misérable bourgade de 1 200 habitants, Monaco en compte 23 000 en 1914 et jouit d'une prospérité inouïe. « Miracle » du jeu, de la spéculation, du tourisme couronné de la Belle époque.

La période de l'Entre-Deux-Guerres fut dramatique. Les liens avec la France furent raidis, le tourisme dut se reconvertir, la dynastie fut sauvée par une alliance avec les Polignac, les revenus liés à la Société des Bains de Mer furent diversifiés, les sociétés holding furent attirées par des conditions fiscales avantageuses.

Nanti d'une confirmation de l'indépendance après la 2^e Guerre Mondiale, le Prince publie en 1962 une nouvelle constitution. Il n'échappe pas cependant à une grave crise avec la France en 1963 en raison des « fuites fiscales » que facilite son régime pour les étrangers. L'indépendance ne fut plus confirmée cette fois, encore qu'en droit international elle semble ne pas faire de doute.

La suite voit la poussée spéculative industrielle et autre se préciser. Bel exemple d'adaptation d'une principauté médiévale au « Monde libre » !

R.V.S.

CULLIN, (Michel) et KREISSLER (Félix), **L'Autriche contemporaine**, collection « U 2 », Armand Colin, Paris, 1972.

Remarquable ouvrage de l'excellente collection « U 2 », cette étude en additionne toutes les qualités. Le thème en est l'Autriche actuelle, pays peu connu par le grand public même si — du fait que, diront certains — ces dernières années y ont vu affluer les touristes en rangs serrés.

Les auteurs examinent, analysent et dissèquent l'Autriche tant du point de vue géographique qu'historique, économique que social, voire même administratif ou sociologique ; le tout étant illustré de plans, de cartes, de graphiques de tableaux statistiques, de textes allemands et français tirés d'auteurs célèbres tel Hugo von Hofmannsthal, d'autres moins connus du public non germanophone comme Helmut Qualtinger. Le lecteur qui voudrait quelques indications supplémentaires trouvera de quoi satisfaire sa soif de renseignements grâce à une bibliographie critique attenante à chaque chapitre.

La singularité de cet ouvrage réside dans ce que les faits, quels qu'ils soient, sont présentés non pas comme résultant d'un enchaînement plus ou moins logique ou formel, mais bien comme étant les conséquences de décisions politiques : le sens critique du lecteur reste ainsi intact et s'en trouve même stimulé. A cet égard, l'approche du passage de la première république au *Ständestaat* et à l'austro-fascisme d'Engelbert Dollfuß est particulièrement intéressante.

La thèse sous-tendant ce livre, constamment mise en lumière par ses auteurs, est la recherche de l'Autriche par les Autrichiens. Depuis 1919, date à laquelle l'Autriche était, suivant le mot féroce de Clemenceau, « ce qui reste », la route fut longue : un demi-siècle fut consacré à deux républiques et à un Anschluss de sept ans pendant lesquels le nom même d'Autriche avait complètement disparu. Or, paradoxalement, c'est précisément après la seconde guerre mondiale que « le fait national autrichien » devint une réalité si bien que l'on

peut affirmer que, hormis quelques nostalgiques d'un pangermanisme aussi viscéral qu'archaïsant, les Autrichiens ont pris maintenant conscience de leur personnalité politique et culturelle.

J.P.F.

TATU, M., Le Triangle Washington - Moscou - Pékin et les deux Europe(s) - Casterman-poche, Politique, histoire, Tournai, 1972, 148 p.

Ce livre analyse les nouveaux rapports entre les 3 puissances principales. Il ressort de cette étude qu'à la longue le jeu favorisera les Etats-Unis.

L'auteur envisage à long terme une politique de rapprochement entre tous les Etats moyens de l'Europe ; ceux qui sont compris entre l'U.R.S.S., puissance eurasiatique et les Etats-Unis, puissance euraméricaine. Mais il ne pense pas que cette Europe soit près de se réaliser.

Le livre contient une mise en garde contre les inconvénients d'une détente mal conçue et mal conduite. L'accord total est exclu, mais ce n'est pas une raison pour s'aneantir.

J.D.

ARON, Raymond, République impériale, les Etats-Unis dans le monde 1945-1972, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

L'anti-communisme de R. Aron est connu. Il n'en fait pas mystère. Il désire ici faire preuve, non d'objectivité, mais d'honnêteté. C'est évidemment tout ce que l'on peut souhaiter d'une tranche d'histoire récente dont l'analyse relève plus du journalisme que de l'histoire.

Les U.S.A. sont présentés ici comme une république qui « s'est élevée au premier rang sans avoir aspiré à la gloire de régner ». Ignorante au départ des subtilités diplomatiques propres à la vieille Europe, elle apprend avec les épreuves à combiner le poids des armes et les astuces de la négociation. N'identifie-t-on pas aujourd'hui Kissinger et Metternich dans un système interétatique où les U.S.A. tiennent la part la plus large et où se combinent un aspect planétaire, un aspect hétérogène, un aspect révolutionnaire, un aspect bipolaire enfin. L'Europe se voit éclipsée dans l'affrontement entre les géants soviétique d'une part, américain de l'autre, mélange de pragma-

tisme et d'utopie dû à une absence regrettable de « culture historique ».

Le discours serré, touffu, de l'auteur analyse le jeu qui au cours de ces vingt-cinq années mène le peuple américain empêtré dans ses contradictions à la révolte contre le fardeau impérial embourbé dans le marécage vietnamien. La vision universaliste des années 1940 fait place au réalisme des zones d'influence, l'échec des « croisades » n'y est pas étranger quoiqu'il entraîne cependant le corollaire inattendu du succès de l'« endiguement » du communisme, principal épouvantail de l'Oncle Sam.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, s'interprètent les relations de la politique américaine et du marché mondial, le rôle des entreprises multinationales. Le « monde libre » poursuit-il la liberté du commerce ou celui de la personne ? Les plans « Marshall » constituent-ils une aide ou une contre-révolution ? Autant de questions auxquelles l'auteur ne donne que des réponses partielles où il souligne des erreurs certaines des U.S.A., mais où il constate l'évidence de la supériorité absolue de l'île continent aujourd'hui déchirée entre ses tendances impérialistes et un isolationnisme dont le danger menace surtout le Tiers-Monde et l'Occident européen.

R.V.S.

MICHEL, Roland, Les investissements américains en Belgique, publication du Centre de recherche et d'information socio-politique (CRISP), Bruxelles, rue du Congrès, 35, 1971.

Ce qui jadis ne pouvait s'opérer que dans un espace exigu à l'échelle des relations d'un village, d'une région rurale où chacun se connaissait, peut aujourd'hui grâce à l'information et aux ordinateurs se réaliser à l'échelle planétaire. Les considérations morales jouaient encore dans la première hypothèse un rôle fondamental. Elles n'en jouent plus aucun aujourd'hui dans le monde des « affaires » confronté avec la seule et implacable réalité des chiffres. Entre ces deux extrêmes, c'est toute l'histoire du « progrès » économique qui s'inscrit à travers la croissance du système capitaliste. Il est essentiel que nos futurs concitoyens soient parfaitement conscients des forces qui les dominent, avec lesquels par conséquent ils auront à compter. Ce petit dossier du CRISP dont l'éloge des publications n'est plus à faire aidera à préciser la situation

de la Belgique par rapport au géant américain. Bourré de chiffres, de tableaux statistiques, de cartes, ce petit livre ne se résume pas aux politiciens, aux économistes, à tout qui est soucieux de progrès social ; aux enseignants il fournit une base de réflexion et de travail indispensable dans notre monde où plus que jamais la « Fortune sourit aux audacieux ».

R.V.S.

BERGERE, Marie-Claire, Une crise de subsistance en Chine (1920-1922), dans Annales, Economies, sociétés, civilisations, t. 28, p. 1361-1402, Paris, Colin, 1973.

Le renversement de la conjoncture internationale qui survient après la Première Guerre mondiale coïncide en Chine avec une grave crise de subsistance provoquée par la sécheresse et l'inondation. Cet article détaille les circonstances du cataclysme à l'aide de cartes, de chiffres et de diagrammes. Il constate :

« Les conséquences de la famine sur l'activité économique des campagnes sont brutales et immédiates. Avec l'échec des récoltes, la production décline et disparaît. Plus grave encore, le capital productif est atteint. Cette extrême vulnérabilité de l'appareil de production reflète le manque d'élasticité d'un système qui en l'absence de surplus fonctionne sans aucune marge de sécurité. Le cheptel constitue le premier

élément du train de culture sacrifié par les paysans dès le début de la famine. La disparition du matériel aratoire succède bientôt à celle du cheptel. Les instruments aratoires fabriqués en bois, sont, en effet, utilisés comme combustibles. Les paysans se tournent ensuite vers les bâtiments eux-mêmes... Le crédit disparaît, le commerce s'arrête... Les hommes sont les premiers à quitter les villages pour aller chercher du travail et des secours dans les régions éloignées. Bientôt, c'est au tour des enfants de partir : on commence par vendre des filles, puis on négocie les garçons... L'arrivée de ces bandes faméliques dans les villes représente une des plus immédiates répercussions de la famine sur la vie et l'activité urbaines. L'accueil des réfugiés est souvent mal organisé ou point organisé du tout. Beaucoup ne trouvent dans les villes d'autre asile que les rues pour y dormir et y mourir... Le marasme commercial limite également les possibilités d'emploi des réfugiés. Ceux-ci cherchent à travailler comme manœuvres, mais la surenchère qui, de ce fait, s'exerce sur le marché fait baisser les salaires et réduit au chômage une partie du prolétariat urbain... Il tend également à rendre plus aigu le problème du ravitaillement des villes et à accélérer la hausse des produits alimentaires. »

Une Chine du désespoir... la boîte à Pandore !

R.V.S.